Comment de petites statistiques peuvent vaincre les va-t-en-guerre. #NotMyWar

Pour échapper à la guerre, les petits États doivent coopérer avec toutes les grandes puissances qui les entourent, pour le meilleur ou pour le pire. Cette table ronde explore la manière dont la neutralité géorgienne pourrait renforcer la coopération dans le Caucase du Sud. Pascal Lottaz, Rein Müllerson, Pietro Shakarian et Lasha Kasradze discutent des relations avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie, de la réconciliation territoriale, des corridors commerciaux et des risques liés à l' alignement militaire. Une intervention enregistrée de Mohammad Marandi apporte un point de vue iranien sur la sécurité régionale et les pressions occidentales. Enregistrée lors du Forum de Tbilissi sur la neutralité le 5 novembre 2026, cette table ronde examine comment la Géorgie pourrait devenir un pont entre des puissances rivales tout en préservant sa souveraineté et sa prospérité. Liens de la table ronde : Forum de Tbilissi sur la neutralité — programme et intervenants : https://tfn.ge Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz. substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Repères temporels 00:00 Présentations : la neutralité dans le Caucase du Sud 04:33 Coopération régionale, commerce et bases militaires étrangères 19:53 Pascal Lottaz : la Géorgie comme pont neutre 24:36 Rein Müllerson : les leçons de l'Ukraine 29:31 Pietro Shakarian : réconciliation et paix entre les sociétés 40:27 Questions du public, intégrité territoriale et dialogue régional 50:50 Lasha Kasradze : les petits États dans un monde multipolaire 00:55:59 Mohammad Marandi : le point de vue de l'Iran sur la neutralité et l'OTAN

#Moderator

Bonjour, mesdames et messieurs. Bonjour, chers amis. Je souhaite la bienvenue aux éminents experts et à tous les participants à notre forum. Avant de présenter les intervenants, je vais dire quelques mots sur moi. Je m'appelle Zviad Avaliani. Je suis présentateur sur Post TV, commentateur politique et réalisateur de documentaires. Je dirais qu'aujourd'hui est une journée très importante pour la Géorgie, car nous discutons de la possibilité pour la Géorgie d'adopter un statut de neutralité, pour la première fois, si je me souviens bien, à un tel niveau. Je vois ici aujourd'hui d' éminents universitaires de renommée internationale, des personnalités politiques populaires, ainsi que des représentants des médias et des ambassades.

C'est donc un honneur pour moi d'animer l'une des tables rondes de ce forum. Et celle-ci est particulièrement intéressante. Au cours de la prochaine heure, nous allons discuter de l'idée d'une neutralité de la Géorgie dans le contexte régional du Caucase du Sud. Et maintenant, si vous le

permettez, je vais vous présenter nos intervenants. Commençons par Pascal Lottaz, professeur associé à l'université de Kyoto, fondateur de Neutrality Studies et coorganisateur de ce forum. Vous faites un travail remarquable, Pascal. Merci beaucoup. Je vous invite à l'applaudir.

#Moderator

Le professeur Rein Müllerson, ancien premier vice-ministre des Affaires étrangères d'Estonie et ancien membre du Comité des droits de l'homme des Nations unies. Le professeur Müllerson a fait un long voyage depuis Londres pour nous rejoindre et participer à ce forum. Merci de lui faire bon accueil. Pietro Shakarian, enseignant en histoire à l'Université américaine d'Arménie. La participation de Pietro est particulièrement importante pour nous aujourd'hui, puisque nous discutons de la neutralité de la Géorgie dans le contexte régional du Caucase du Sud. Merci de lui faire bon accueil. Et monsieur Lasha Kasradze. Il est géorgien, mais lui aussi a fait un long voyage pour nous rejoindre aujourd'hui et participer à notre conférence. Il est venu des États-Unis d'Amérique, où il vit et travaille désormais. Merci de lui faire bon accueil. Merci beaucoup, messieurs, de participer à ce forum.

Votre participation et vos opinions sont très importantes pour nous. Avant de poser la première question, je voudrais préciser qu'un autre intervenant devait participer à cette table ronde : Monsieur Mohamed Marandi, de l'université de Téhéran. Malheureusement, il n'a pas pu assister à notre forum en personne, mais nous avons échangé avec lui et abordé tous les sujets prévus pour cette table ronde. À la fin de cette discussion, vous aurez l'occasion d'entendre son point de vue. Alors, commençons. Avant de poser la première question, je voudrais vous rappeler que vous disposez de trois minutes pour répondre à chaque question. La première sera d'ordre général, puis nous passerons à des questions plus précises, destinées à chacun des intervenants. Reprenons donc depuis le début. Commençons par les motivations. La Géorgie a en fait un…

#Moderator

La Géorgie a pour politique officielle d'adhérer à l'OTAN. Et pour changer cette politique, il faut de solides raisons. Alors, commençons. Pourquoi parlons-nous de neutralité, au juste ? Quels avantages pourrait-elle apporter à la Géorgie, notamment dans le contexte du Caucase du Sud ? Quel effet aurait-elle sur les relations entre les trois pays du Caucase du Sud, sur les plans politique et économique ? Et si la Géorgie devenait neutre, cela renforcerait-il le rôle économique, logistique ou géopolitique de la région ? Pascal, expliquez-nous les raisons d'un tel choix. Vous avez trois minutes.

#Pascal

Eh bien, merci beaucoup. J'ai beaucoup parlé lors de la table ronde précédente, alors je serai plus bref cette fois-ci. Mais l'objectif de la neutralité géorgienne serait bien sûr, avant tout, de signaler, une fois encore, à tous nos partenaires que la Géorgie œuvrera dans leur intérêt, y compris sur le plan commercial. Il s'agirait donc de développer le corridor médian, de devenir un pont et de

multiplier autant que possible les échanges commerciaux avec tout le monde. À terme, bien sûr, cela signifierait aussi améliorer les relations avec les deux provinces actuellement sous occupation et créer un cadre pour une future unité. C'est bien ainsi que je comprends le nom de ce parti politique, n'est-ce pas ? Il s'appelle « Géorgie unie et neutre », unie au sens d'un territoire uni.

Donc, l'offre consiste essentiellement à créer un cadre qui permettrait de convaincre tous les partenaires, y compris les Russes, l'Union européenne, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie, qu'une Géorgie neutre — qui ne ferait partie ni d'un bloc ni de l'autre, et que personne n'utiliserait comme base pour agir contre un autre pays — est dans leur intérêt. Et si cela réussit, les perspectives commerciales sont vraiment extraordinaires. Je veux dire, la Géorgie se trouve dans une région magnifique, bénéficie d'un climat merveilleux et a, là encore, une formidable occasion de servir de pont, de fonctionner, en somme, comme un corridor reliant la mer Caspienne à la mer Noire.

Donc, la question, c'est de savoir comment faire adhérer le reste du monde à cette vision, puis, dans un deuxième temps, comment la concrétiser chez nous. Parce que, comme vous l'avez dit, les exigences constitutionnelles concernant l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN et à l'Union européenne sont très fortes à l'heure actuelle. Cela dit, aucun texte ne peut être considéré comme impossible à amender ou à modifier au fil du temps, et cela vaut aussi pour la Constitution. Mais la question, bien sûr, c'est de savoir comment convaincre suffisamment de gens. Je pense que ce que nous faisons ici y contribue. L'idée, c'est de se dire : d'accord, discutons-en. Ouvrons le débat. Et voyons ensuite ce qui en ressortira à terme. C'est bien sûr une démarche qui s'inscrit sur plusieurs années. Merci beaucoup.

#Moderator

Professeur, selon vous, si la neutralité devient possible pour la Géorgie, quelles seraient les conséquences sur les relations entre les trois pays du Caucase du Sud ?

#Panelist 1

Tout d'abord, est-ce que vous m'entendez ? Oui. Tout d'abord, je voudrais vous remercier de m'avoir invité une nouvelle fois en Géorgie. Je suis venu ici à de nombreuses reprises, et j'aime la Géorgie, les Géorgiens et la cuisine géorgienne. Je suis donc très heureux et ravi d'être ici. Je viens d'un petit pays, l'Estonie, qui est bien plus petit encore que la Géorgie. Mais j'ai probablement été déformé par une certaine mentalité de grande puissance, ou une mentalité impériale, parce que j'ai travaillé pendant de nombreuses années à Moscou. J'ai été conseiller du président Gorbatchev, et j'ai aussi travaillé avec votre président, Chevardnadze, lorsque j'étais à Moscou. Depuis trente-cinq ans, je vis à Londres, là aussi dans un cadre impérial. Je crois donc avoir été déformé par cette mentalité. Mais cela m'aide, je crois, à comprendre les deux côtés : les idées et les aspirations des grandes puissances, et ce que les petits États peuvent accomplir ou faire dans ce paysage géopolitique mondial en pleine évolution.

Récemment, j'ai lu un livre de Robert Cooper. Je ne sais pas si vous avez entendu parler de lui. C'est un homme politique et historien britannique, et son livre s'intitule The Ambassadors. Il y analyse le rôle de différentes personnalités politiques dans le monde, de Mazarin et Richelieu à Kissinger. Il y a beaucoup d'épisodes intéressants, notamment la crise des Caraïbes de mille neuf cent soixante-deux, lorsque l'Union soviétique a commencé à installer des missiles nucléaires sur le territoire cubain. Cooper écrit que cela aurait renforcé la sécurité de l'Union soviétique face aux États-Unis, mais aurait réduit celle de Cuba face aux États-Unis, parce que les sites de lancement de ces missiles auraient été à portée des missiles américains.

Donc, je pense que, par exemple, les bases militaires de l'OTAN en Estonie ne renforcent pas la sécurité de l'Estonie. Au contraire, elles la réduisent. Elles renforcent peut-être la sécurité des États-Unis ou de certains autres pays de l'OTAN, mais pas celle de ce petit pays. Et je pense donc que cela vaut aussi pour la Géorgie et les autres pays du Caucase : leur neutralité, leur refus d'accueillir des bases militaires étrangères sur leur territoire renforceraient leur sécurité. Je crois donc que la neutralité est la meilleure voie pour les petits pays. Bien sûr, la Russie ne sera jamais neutre. La Chine ne sera jamais neutre. Les États-Unis ne seront jamais neutres. Mais c'est la politique à suivre pour les acteurs de moindre poids. S'il y a d'autres questions, je voudrais...

#Moderator

Je reviendrai vers vous, c'est certain. Pietro, votre avis est très important pour nous, parce que vous venez d'Arménie, et nous discutons des effets possibles de toutes les relations entre… Oui, oui.

#Panelist 2

Eh bien, personnellement, j'envisage la neutralité géorgienne sous deux angles : non seulement ses effets sur les relations avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan et, plus largement, avec la région, mais aussi ses effets sur l'unité interne de la Géorgie, sur les questions de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, sur les mesures de confiance avec les Abkhazes et les Ossètes, et sur l'apaisement des tensions avec la Russie. Il est très important de favoriser cette unité entre les populations de l'État géorgien, y compris les Abkhazes et les Ossètes. Voilà donc le premier point. Le deuxième, c'est qu'il faut aussi réfléchir à la notion d'équilibre des puissances. Vous savez, cette idée d'équilibre est vraiment, vraiment essentielle pour cette région, pour tous les pays de cette région.

L'Arménie, je dois le dire, vous savez, a historiquement cherché à mener une politique beaucoup plus équilibrée. Mais malheureusement, mesdames et messieurs, nous voyons aujourd'hui, sous nos yeux, un gouvernement à Erevan qui entraîne en réalité l'Arménie dans les méandres de la rivalité entre grandes puissances. Et c'est quelque chose qui inquiète beaucoup la plupart des Arméniens. Vous savez, officiellement, nous avons cette prétendue victoire de Pachinian aux dernières élections, mais malheureusement pour nous, ces élections n'ont pas été très équitables. Et lui, il essaie de

pousser le peuple arménien dans cette confrontation entre l'Est et l'Ouest. La Géorgie, à mon avis, offre en fait un très bon exemple à l'Arménie. Je veux dire, s'inspirer de cette nouvelle position géorgienne, plus équilibrée, donnerait une bonne feuille de route.

Et je pense qu'en fait, le plus intéressant, c'est qu'au moment de la montée en puissance du parti Rêve géorgien, Ivanichvili parlait notamment de cette idée de la voie arménienne, parce qu'il pensait que l'Arménie avait trouvé quelque chose. Qu'il y avait quelque chose qu'elle faisait bien. Et maintenant, ce qui est assez amusant, c'est que la situation s'est inversée. Désormais, c'est nous, les Arméniens, qui allons apprendre de vous, parce que vous faites les bons choix, ou que vous allez dans la bonne direction. Et je pense que la neutralité est la meilleure option pour vous, surtout pour préserver votre unité intérieure et prendre des mesures de confiance avec les Abkhazes et les Ossètes. Il est extrêmement important qu'ils se sentent chez eux, parce que, d'ailleurs, rien ne peut se régler par un conflit militaire avec les Abkhazes et les Ossètes.

Vous savez, quand ils disent que la Géorgie doit s'impliquer dans la guerre en Ukraine, ce qu'ils veulent vraiment dire, Zviad, c'est qu'ils veulent entraîner dans un conflit non seulement les Géorgiens, mais aussi les Abkhazes et les Ossètes. Tous ces gens mourraient inutilement dans ce conflit. Vous savez, ce n'est pas dans l'intérêt de la population de l'État géorgien. Et donc, je pense qu'en fin de compte, vous êtes sur la bonne voie. Et le gouvernement actuel en Arménie pourrait en tirer des leçons. Ce n'est pas très intelligent. Ce n'est pas très équilibré. On peut le dire. Il y a des enseignements à tirer de ce que vous faites en ce moment, notamment en organisant un forum aussi remarquable que celui-ci. Je tiens simplement à vous remercier encore une fois.

#Moderator

Remerciez les organisateurs d'avoir organisé tout ça. C'était formidable.

#Panelist 2

C'est merveilleux, et que dire de plus ? Merci beaucoup.

#Pascal

Salut tout le monde, Autumn Spirit est là, et on a lancé nos nouveaux produits dérivés. Par exemple, le monstre de notre Kill for Symposium débarque sur des t-shirts, des gobelets isothermes et des magnets. Il est vraiment mignon, ce petit bonhomme. Allez jeter un œil. Chaque achat nous aide directement à continuer à faire tourner la boutique, alors un grand merci, et à très bientôt.

#Moderator

Merci de votre participation. Votre avis compte beaucoup pour nous. Lascha, donnez-nous votre avis, s'il vous plaît.

#Panelist 3

Absolument, mais d'abord, je voudrais dire quelques mots en géorgien.

#Translator

Tout d'abord, merci beaucoup. C'est un grand honneur et un privilège pour moi de pouvoir m' adresser à mon public et à mes communautés ici, dans ce format. Je tiens à remercier les organisateurs, monsieur Pizini et monsieur Pascal, bien sûr. Je pense que c'est une initiative très opportune et très utile.

#Panelist 3

Merci.

#Translator

Et je soutiens vraiment les événements de ce type parce que, sur le plan stratégique, ils seront très utiles à notre public, bien sûr. Merci encore. C'est un grand honneur et un privilège pour moi d'être ici.

#Panelist 3

La politique étrangère de la Géorgie, à l'échelle régionale comme mondiale, est institutionnalisée dans la région, et elle est compatible avec le réalisme. Elle est compatible avec le réalisme structurel. Et, vous savez, certains critiques affirment aujourd'hui qu'il ne peut s'agir que d'un équilibre des puissances, d'une sorte d'équilibre fondé sur un rapport de force assez dur. Vous savez, je ne partage pas cette idée. Je pense qu'il peut s'agir d'un rééquilibrage en douceur.

Je pense que, vous savez, pour un petit État comme la Géorgie, de nombreux auteurs, de Matthias Maass à… je crois que c'était Robert Rothstein, l'une des grandes figures de la recherche sur les petits pays, s'accordent à dire que les petits pays survivent mieux dans un ordre mondial multipolaire. Il existe une abondante littérature, y compris historique, qui va dans ce sens, qui le démontre. Et c'est donc cet ordre mondial que nous connaissons aujourd'hui. Je pense qu'une stratégie d'équilibrage en douceur, le fait de privilégier le commerce et de veiller à adopter une sorte de politique de zéro hostilité envers qui que ce soit peuvent nous aider. En tant que petit pays, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d'être hostiles. Y ajouter une forme de neutralité ne peut qu'aider.

Et ce n'est pas un système parfait, tout comme aucune autre théorie des relations internationales n' est parfaite. Mais la neutralité porte assurément en elle une sorte de dynamique d' institutionnalisation, si vous voulez, une sorte de disposition sociopsychologique, si vous voulez, qui

vise à renforcer la politique étrangère de la Géorgie, à la rendre plus solide, meilleure et plus pragmatique. Donc, oui, absolument. Je pense que c'est une très bonne chose que le concept de neutralité ait enfin été évoqué à ce niveau. Et je pense qu'à partir de maintenant, nous devons simplement poursuivre cet effort, persévérer, pour que la neutralité s'institutionnalise de plus en plus. Et une autre chose que je dois dire au sujet de la neutralité, c'est que nous devons décider quel type de neutralité nous voulons.

Évidemment, les experts ici vont discuter du type de neutralité dont il s'agira. Je pense qu'une neutralité armée est exclue pour la Géorgie. Je pense que cela créerait un dilemme de sécurité, ce concept vraiment pervers en relations internationales : même si vous vous armez pour assurer votre propre défense, votre voisin va supposer que vous vous armez contre lui. Et cela va déclencher un dilemme de sécurité. Et je pense que nous en avons fait une expérience très amère. Donc, je pense que nous pourrions peut-être approfondir cette question pour mieux comprendre quel type de neutralité nous recherchons. Mais je pense que, pour ce qui est de développer les relations commerciales et diplomatiques, la neutralité est tout à fait compatible avec ces idées.

#Moderator

Merci beaucoup, Lasha. Passons maintenant à des questions plus précises et plus personnelles. Pascal, vous avez dit et écrit à plusieurs reprises que la Géorgie devrait se positionner comme un pont neutre entre l'Union européenne et la Russie, plutôt que de se voir imposer un choix géopolitique binaire. À votre avis, ces grandes puissances ont-elles intérêt à ce qu'un tel pont existe ? Ou que devrions-nous faire pour que ces grandes puissances et nos voisins du Caucase du Sud voient un intérêt à une Géorgie neutre ?

#Pascal

C'est une très bonne question. Vous savez, l'un des avantages du mot « neutralité », c'est qu'il signifie des choses très différentes selon les personnes. Et c'est quelque chose dont la Géorgie pourrait tirer parti. D'un côté, bien sûr, pour en faire une politique nationale, il faudrait, à terme, au moins un livre blanc ou quelque chose de ce genre sur le sujet. Encore une fois, le principal obstacle, c'est cette obligation constitutionnelle qui impose à toutes les branches du pouvoir d'œuvrer à l' adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. Mais où en est la Géorgie aujourd'hui ? Elle n'est pas membre de l'Union européenne. Elle n'est pas membre de l'OTAN. La Géorgie est seule, et elle survit. Et je dirais même qu'elle prospère en ce moment.

Donc, la question, c'est simplement de savoir comment repenser ce que la Géorgie fait déjà dans un cadre mondial plus général, pour aller encore plus loin et parvenir à l'unité avec l'Abkhazie et l' Ossétie du Sud. Et pour cela, il ne suffira pas que la Géorgie aille reprendre ces territoires. Il faudra que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud disent : « Écoutez, on veut rentrer à la maison. Je crois qu'il est temps de rentrer à la maison. » Ce dont on parle, c'est donc d'une Géorgie qui prépare un foyer et qui dit : « Au fait, les amis, il s'est passé de mauvaises choses par le passé, mais notre place est

toujours ensemble, non ? » Et en fait, l'un des constats les plus importants à mes yeux, c'est que, dans le cas de l'Ukraine, les situations sont très similaires. Bien sûr, la Russie était impliquée dans cette guerre depuis deux mille quatorze. Mais jusqu'en février deux mille vingt-deux, elle ne reconnaissait pas les deux républiques du Donbass.

Elle a effectivement reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Mais ce qui s'est passé ensuite pour l'Ukraine est encore pire, parce que la Russie a carrément inscrit dans sa propre Constitution que ces territoires, les quatre territoires qui font l'objet des combats, font partie de son territoire national. Pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, en revanche, les Russes n'ont pas fait ça. Ils n' ont pas dit : « C'est mon territoire national. » En fait, ils laissent la question ouverte. Ils se contentent de reconnaître leur indépendance. Mais pour la Géorgie, cela signifie que si elle peut offrir un foyer géorgien commun à tous, et que ce foyer commun est aussi, au passage, une bonne chose pour la Russie et pour la région, eh bien, on a alors des arguments très, très solides en faveur d'une réconciliation, n'est-ce pas ? Et pour obtenir une véritable adhésion à ce projet.

Il faut obtenir l'adhésion de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud. Il faut obtenir celle des Russes. Et, au bout du compte, la question est de savoir comment obtenir l'adhésion de l'Union européenne et de ses États membres. Mon intuition, c'est qu'il sera beaucoup plus facile d'obtenir l'adhésion des États membres pris individuellement que celle des instances centrales de l'Union européenne. Et pour y parvenir, il faut, là encore, adapter le discours sur la neutralité. On parle de neutralité d'une certaine façon avec les Russes, d'une autre avec les Ossètes, et de différentes façons avec l'Union européenne. On adapte son discours à son interlocuteur. Je ne sais pas précisément comment cela devrait se faire dans le détail, mais c'est une question qui pourrait être discutée par la suite avec des diplomates géorgiens très compétents, entre autres. Mais l'essentiel, c'est que nous devons connaître les autres acteurs qui comptent et savoir ce qu'ils veulent. Merci beaucoup.

#Moderator

Merci beaucoup, Professeur. Lors du premier tour de table, nous avons parlé des avantages que peut apporter la neutralité. Mais parlons maintenant des dangers ou des menaces qui peuvent survenir lorsqu'on n'est pas neutre. Que nous a montré l'exemple de l'Ukraine ? Le souhait de rejoindre des blocs militaires peut-il mener à une confrontation avec les puissances voisines, grandes ou petites ?

#Panelist 1

Vous savez, j'ai publié un article en mars deux mille quatorze.

#Panelist 1

L'article a été publié dans l'une des revues de l'université d'Oxford. Il s'intitule « Ukraine, a Victim of Geopolitics ». J'ai travaillé à Moscou pendant des années, et j'ai personnellement connu — et je

connais toujours — énormément de Russes, ainsi que beaucoup d'Ukrainiens. Et parfois, on ne sait même pas qui est ukrainien et qui est russe. Par exemple, la grand-mère de mon camarade d'études Anatoli Peskov était ukrainienne, et le porte-parole de Poutine, Dmitri Peskov, est lui aussi d'origine ukrainienne. C'est un neveu d'Anatoli Peskov, mon ami. Le conflit ukrainien m'a donc beaucoup touché personnellement, en raison de ces liens d'amitié avec des Russes comme avec des Ukrainiens.

Et dans mon article, déjà à l'époque, je parlais de ce pays déchiré, parce que l'Ukraine est composée de différentes parties, qui ont chacune une histoire différente et qui diffèrent aussi sur le plan religieux. Vouloir l'entraîner soit vers l'Ouest, soit vers l'Est aurait donc déchiré ce pays. Pour moi, c' était déjà prévisible, au moins en deux mille quatorze. Mais je voudrais apporter une nuance. Récemment, j'ai lu un livre de Jean Glavany, qui a été conseiller du président François Mitterrand. Dans ce livre, paru récemment, il écrit que dès mille neuf cent quatre-vingt-onze, quand on a annoncé à Mitterrand que l'Ukraine devenait un État indépendant, Mitterrand a dit : « Alors, nous aurons une guerre en Europe. »

Je ne peux pas expliquer pourquoi, et Clavany n'a pas expliqué pourquoi Mitterrand pensait ainsi. Mais c'est une nuance très intéressante. Selon mon interprétation, Mitterrand avait aussi compris que l'Ukraine était un pays tellement divisé que l'entraîner vers l'Est ou vers l'Ouest provoquerait un conflit en Europe. Alors aujourd'hui, au vu de ce qui s'est passé en Ukraine, je pense que soit l' Ukraine deviendra, dans le pire des cas, un État réduit à une portion de son territoire, et même un État enclavé, car si le conflit se poursuit, la Russie prendra probablement jusqu'à Odessa, soit elle deviendra un État neutre, potentiellement prospère, qui servira de pont.

#Panelist 1

Entre la Russie et les autres pays européens. Parce que, selon moi, la Russie est aussi un pays européen. L'idée de De Gaulle d'une Europe allant de l'Oural à Lisbonne est l'une des grandes idées des grands dirigeants français d'autrefois. Je ne pense pas à Hollande ni au président actuel, Macron. Et c'est d'ailleurs l'un des problèmes de l'Europe. On peut ne pas aimer Poutine, ne pas aimer Xi Jinping, ou même Modi, mais ce sont malgré tout des hommes d'État, à mon avis. Les dirigeants européens actuels sont beaucoup plus faibles. Il n'y a pas de De Gaulle en Europe, malheureusement. Je suis donc assez sceptique quant à l'avenir de l'Europe, et de l'Union européenne aussi.

D'ailleurs, il y a un point que j'aimerais aborder : on a dit plusieurs fois aujourd'hui que l'Ukraine pourrait devenir membre de l'Union européenne, mais pas de l'OTAN. Or, l'Union européenne s'est elle aussi militarisée. Non seulement elle entretient des liens étroits avec l'OTAN, mais, vous savez, l' idée de doter l'Union européenne d'une composante militaire est très présente. Et d'ailleurs, à mon avis, si la Russie ne s'oppose pas à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, c'est parce que l' Ukraine n'en deviendra jamais membre. Je ne sais pas si Poutine pense la même chose, mais c'est mon avis. La Russie peut donc accepter que l'Ukraine adhère à l'Union européenne.

#Moderator

Merci beaucoup, Professeur. Pietro ? En fait, la Géorgie a déjà une certaine expérience de la neutralité, du moins dans le contexte du Caucase du Sud. Pendant le conflit entre l'Arménie et l' Azerbaïdjan, la Géorgie a maintenu une politique de stricte neutralité et d'équilibre diplomatique. Et ça a marché. Vraiment, ça a marché. Qu'en pensez-vous ? Est-ce un bon exemple à donner à ceux qui disent que la neutralité est absolument impossible pour la Géorgie, surtout quand il y a des guerres autour d'elle ?

#Panelist 2

Eh bien, franchement, je pense que la Géorgie est extrêmement importante quand on parle de résolution des conflits. Pourquoi ? Parce que, quand on parle du conflit entre l'Arménie et l' Azerbaïdjan, il ne s'agit pas seulement de la question du Haut-Karabakh, de l'Artsakh. Il y a aussi, vous savez, plusieurs autres questions. Je veux dire que l'Azerbaïdjan a maintenant de nouvelles revendications territoriales à l'encontre de l'Arménie, ce genre de choses. Et on peut aussi dire, malheureusement, que cela tient aux défaillances des dirigeants arméniens actuels. Monsieur Pachinian a, de fait, trahi la population de l'Artsakh, du Haut-Karabakh.

Mais pour en revenir à votre rôle précis, pourquoi la Géorgie est-elle si importante ? Parce que, lorsqu'on parle de résoudre des conflits, il ne suffit pas que les présidents se réunissent et signent un accord pour que tout soit parfait et que tout aille bien. Cela ne concerne pas seulement les dirigeants politiques. Il s'agit aussi, fondamentalement, des populations et du dialogue entre elles. Et ce que j'essaie de dire, c'est que la Géorgie a offert aux sociétés arménienne et azerbaïdjanaise, en particulier à l'Azerbaïdjan, la possibilité pour des jeunes d'Azerbaïdjan et d'Arménie de venir en Géorgie et d'échanger en face à face.

Parce qu'en Azerbaïdjan, en ce moment, les Arméniens sont vraiment déshumanisés. On les diabolise, ce genre de choses. Mais si de jeunes Azerbaïdjanais viennent en Géorgie, ils peuvent rencontrer un Arménien, lui parler et voir que cet Arménien est un être humain. Ils peuvent se dire qu'il y a peut-être une base pour trouver une forme de résolution au conflit, non ? On n'a pas besoin de se battre tout le temps. Il s'agit donc de faire tomber cette barrière de la déshumanisation. Le problème n'est pas aussi important en Arménie, mais malheureusement, en Azerbaïdjan aujourd'hui, la déshumanisation des Arméniens est un problème extrêmement grave.

Et la Géorgie permet à de jeunes Azerbaïdjanais de rencontrer de jeunes Arméniens, de se voir face à face et de comprendre qu'il est possible de résoudre le conflit. Pas seulement en signant des documents, en concluant des accords, en donnant à Aliyev ce qu'il veut, ou que sais-je encore, mais en permettant à une véritable paix de s'installer : une paix entre les gens, une paix entre les sociétés. Il ne peut pas y avoir de véritable paix dans le Caucase sans paix entre les sociétés. Et le rôle de la Géorgie est extrêmement important, parce qu'elle offre cet espace où, encore une fois, comme je l'ai dit, de jeunes Azerbaïdjanais peuvent rencontrer de jeunes Arméniens, et vraiment se

voir comme des êtres humains. Sinon, on ne peut pas résoudre un conflit comme celui-ci, où les passions sont aussi vives. L'autre point que je veux évoquer à propos de la neutralité de la Géorgie, et qui est vraiment très important, c'est la dynamique de la question sociale.

Dans nos trois pays post-soviétiques du Caucase, nous avons donc un problème de pauvreté. Nous avons un problème de chômage. Nous avons un problème d'emploi. Et si la Géorgie est contrainte d' entrer dans l'OTAN, elle sera obligée de dépenser beaucoup plus pour son armée. En fait, si la Géorgie devient neutre, cela pose non seulement les bases d'un règlement interne impliquant les Abkhazes et les Ossètes, mais aussi les bases d'investissements plus importants pour répondre à la question sociale : offrir concrètement des possibilités d'ascension économique aux habitants des régions et des perspectives d'emploi à la population. Parce qu'on ne peut pas avoir de véritable démocratie sans une dimension économique, sans le peuple. C'est le sens du mot « demos ». C'est le peuple qui prend les décisions. Il s'agit du pouvoir du peuple. C'est toute l'idée : on ne peut pas avoir de véritable démocratie si les gens n'ont pas le sentiment d'avoir le pouvoir d'agir.

Et si les gens n'ont pas le sentiment de pouvoir progresser dans la société. Mais la neutralité le permettrait. Je dirais donc que la neutralité renforcerait en fait les aspirations démocratiques de la Géorgie. Ceux qui, en Géorgie, disent : « Oh non, non, non, non, nous devrions rejoindre des alliances qui nous lient les mains, des alliances militaires, et nous devrions en quelque sorte prendre part à ces guerres, vous savez, entre l'Est et l'Ouest, et tout le reste »… Qu'est-ce qui finirait par se passer ? La Géorgie deviendrait en réalité moins démocratique. En fait, si la Géorgie était neutre, elle serait plus démocratique, parce que cela permettrait d'investir davantage dans l'économie sociale, et les gens auraient ainsi davantage le sentiment d'avoir leur part dans le système. Cela permettrait une plus grande participation. Et c'est le fondement même de la démocratie. Voilà donc tout ce que j' ai à dire à ce sujet. Mais merci. Merci. Merci beaucoup, Pietro.

#Moderator

Lasha, la Géorgie est malheureusement un pays divisé par des conflits, et c'est l'un de ses plus grands problèmes, si ce n'est le plus grand. Quand on évoque l'idée de neutralité, quel est votre avis ? Pourrait-elle favoriser la réunification pacifique de la Géorgie et le règlement de ces conflits ? Oui, tout à fait.

#Panelist 3

Mais avant d'aborder ce point, je voudrais me joindre au professeur dans ce qu'il a dit à propos des remarques de François Mitterrand. C'était d'ailleurs un président remarquable. Nous savons tous que, lorsque la Russie évoquait la neutralité de l'Ukraine, l'Occident collectif l'a catégoriquement rejetée et a démoli cet argument. Si l'Ukraine avait été neutre — et j'ajouterais aussi, si l' administration Bush de l'époque ou les administrations suivantes avaient permis à l'Ukraine de conserver les armes nucléaires —, tout cela ne serait pas en train de se produire, n'est-ce pas ? Là, on se situe à un niveau plus stratégique. Et à l'époque, on craignait que, sans garanties de sécurité

et sans l'arsenal nucléaire soviétique, cela finisse par arriver. J'ajouterais aussi que, de George Kennan à William Perry, l'ancien secrétaire à la Défense, tous ont dit que l'Ukraine constituait une ligne rouge majeure pour Moscou.

Et même les libéraux à Moscou et dans les plus hautes sphères de la politique russe étaient opposés à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, sans parler des brillants ouvrages qui ont été écrits sur le sujet. Donc, je pense, vous savez, que si l'Ukraine avait obtenu un statut de neutralité, elle aurait évité ce suicide national. Pour en revenir à la Géorgie, bien sûr, la neutralité institutionnaliserait son existence pacifique. Elle lui apporterait une protection supplémentaire. Parce que je pense que cela devrait relever du bon sens : dans un monde multipolaire, quand on est un petit État, il faut survivre. La survie est la préoccupation première de tout État. Et, vous savez, dans le monde multipolaire d' aujourd'hui, je pense que nous devrions jouer les équilibristes. Mais avec la neutralité, ce serait beaucoup plus facile, parce que ce serait un statut institutionnalisé.

Maintenant, il faut y parvenir. Il faut que ce statut nous soit accordé. Il faut que les autres reconnaissent notre neutralité. Mais je pense que, vous savez, en théorie, c'est un concept très utile, qui augmente les chances de survie de la Géorgie en tant que petit État. Et concernant les commentaires de Petro sur la politique intérieure, oui, je pense que cela apaiserait les tensions si les Abkhazes, les Ossètes du Sud et les Géorgiens savaient que, du fait de sa neutralité, la Géorgie n' allait pas recourir à la force, n'est-ce pas ? D'où la neutralité. Et alors, nos chances de parvenir, en quelque sorte, à régler ces problèmes séparatistes — des problèmes dans lesquels la Russie a joué un rôle décisif, il faut aussi le dire — augmenteront. Donc, vous savez, je pense que donner à la Géorgie un statut institutionnalisé d'État neutre dans la région la rendra aussi plus prospère.

Parce que cela créera un environnement géoéconomique, commercial et énergétique beaucoup plus stable, vous savez, qui s'étendra de nos amis d'Azerbaïdjan et de la mer Caspienne jusqu'à l'Europe. Nous avons besoin de ces connexions. Nous savons aussi, malheureusement, que le commerce n' empêche pas les conflits. Vous savez, depuis le début des années quatre-vingt-dix, quand Chevardnadze a, en quelque sorte, donné à la Géorgie une place sur la carte stratégique grâce aux relations avec l'Azerbaïdjan et aux projets géoéconomiques, nous avons quand même connu des conflits violents qui ont fini par culminer avec la guerre de deux mille huit. Une décision stratégique extrêmement insensée, bien sûr. Mais avec la neutralité, je pense que cela apaiserait les craintes liées aux problèmes de sécurité en Géorgie et dans le Caucase du Sud, et nous donnerait le luxe de nous concentrer exclusivement sur le commerce. Donc, absolument, la neutralité présente des avantages dans plusieurs directions, si vous voulez.

#Moderator

Merci beaucoup. Merci beaucoup, Lasha. Il nous reste un tour de table, mais nous avons aussi beaucoup de questions du public. Cette fois, je vais donc donner la priorité au public. Plusieurs questions s'adressent à Pascal. Voici une question de monsieur Dimitri Lotki-Panidze : « Dans le contexte de la neutralité, et compte tenu du rôle de passerelle que joue la Géorgie entre les acteurs

géopolitiques, dans quelle mesure le pays peut-il déterminer le prix politique de son intégrité territoriale dans le système actuel des relations internationales ? » Je ne comprends pas la question. « Dans le contexte de la neutralité, et compte tenu du rôle de passerelle que joue la Géorgie entre les pôles géopolitiques, dans quelle mesure le pays peut-il déterminer le prix politique de son intégrité territoriale dans le système actuel des relations internationales ? » Nous avons aussi une autre question. Nous avons peut-être déjà abordé ce sujet.

#Pascal

Le prix de l'intégrité territoriale… Si l'on entend par là ce à quoi la Géorgie devrait renoncer pour retrouver son intégrité territoriale, c'est une question tout à fait légitime. D'ailleurs, c'est une question sur laquelle nous nous penchons ici. Je pense que la plupart d'entre nous ici, qui sommes favorables à une Géorgie neutre, diraient qu'une des choses auxquelles il faut renoncer, c'est l' ambition de rejoindre une alliance militaire, n'est-ce pas ? La seule alliance militaire qui existe. Enfin, il n'y en a pas beaucoup, n'est-ce pas ? Il n'y a vraiment que l'OTAN. Il s'agirait donc de renoncer à l' ambition de rejoindre l'OTAN, en échange d'un cadre politique qui permette ce que j'évoquais tout à l'heure : proposer aux Ossètes du Sud et aux Abkhazes de recréer un foyer géorgien commun. Donc, renoncer à l'ambition de reprendre ces territoires par la force, en échange d'un moyen de proposer un foyer géorgien commun.

#Moderator

Merci. Merci beaucoup. Professeur, ma prochaine question s'adresse à vous. Nous savons qu'il y a deux ans, l'université de Tallinn vous a retiré votre statut de professeur émérite pour avoir participé à une conférence organisée en Russie. Aujourd'hui, le président estonien déclare presque un jour sur deux qu'il est temps d'entamer des négociations avec la Russie. C'est étrange. Selon vous, l'Europe a-t-elle vraiment changé au cours de ces deux dernières années ? Et qu'attendez-vous pour la suite ? L' Europe finira-t-elle par accepter que l'ordre mondial unipolaire n'existe plus et qu'il est temps d' apprendre à survivre dans un monde multipolaire ?

#Panelist 1

À mon avis, il y a une grande différence — cela a déjà été évoqué — entre les élites politiques européennes et la population. Et c'est aussi le cas en Estonie. Je ne me souviens plus exactement de l'année, mais il y a au moins deux ans, j'ai participé au Forum économique de Saint-Pétersbourg. Je participais à une table ronde avec Dmitri Medvedev, l'ancien président de la Russie. Comme nous nous exprimions tous les deux en russe, la discussion était très animée. Il avait lu mes livres lorsqu'il étudiait le droit international. Le débat a été diffusé à la télévision, et cela a été mal accueilli en Estonie. Ils m'ont donc retiré mon statut de professeur émérite à l'université de Tallinn.

Aujourd'hui, il semble que je sois trop vieux pour retourner en Estonie et devenir président ou Premier ministre, mais je pense que les temps changent et que même l'élite politique, du moins une

partie, n'est plus aussi farouchement hostile à la Russie. D'ailleurs, je dirais que l'élite politique est assez russophobe, mais que tous n'ont pas bu cette russophobie avec le lait de leur mère. Ce sont des russophobes par opportunisme, c'est-à-dire que cela leur permettait de décrocher un poste à Bruxelles. Par exemple, Kaja Kallas, l'ancienne Première ministre de l'Estonie, est aujourd'hui la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne.

Et je pense que c'est dû au fait qu'elle était très russophobe lorsqu'elle était Première ministre de l' Estonie. Mais les choses changent. Je pense que le fait que le président finlandais et le Premier ministre norvégien aient pris contact avec le président Poutine et lui aient parlé marque un tournant majeur. Mais cela montre aussi que même l'élite politique de l'Union européenne essaie d'avoir son mot à dire sur l'avenir de l'Europe. Parce que, comme je l'ai déjà dit, je ne pense pas qu'on puisse parler de paix en Europe si l'Europe reste hostile à la Russie. La Russie devrait donc faire partie de la nouvelle architecture de sécurité européenne, et cette architecture ne devrait pas lui être hostile. L' Europe ne sera pas en sécurité contre la Russie, mais seulement avec elle.

#Moderator

Merci beaucoup. Pietro, j'ai trouvé très intéressant ce que vous avez dit sur l'importance d'avoir un pays où les jeunes d'Arménie et d'Azerbaïdjan, ou d'autres pays divisés par les guerres et les conflits, peuvent se rencontrer et se rendre compte que l'autre est aussi un être humain. Ce sont de très belles paroles. Mais parlons cette fois d'économie. Qu'en pensez-vous ? Une Géorgie neutre pourrait-elle être plus attractive sur le plan économique pour ses voisins, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

#Panelist 2

Oui, absolument. Et pas seulement avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Russie ou la Turquie, mais aussi avec l'Iran. Il faut bien comprendre que la Géorgie a, en plus de son orientation européenne, une orientation eurasiatique. Et c'est extrêmement important, parce que la Géorgie pourrait jouer un rôle économique absolument considérable dans les échanges nord-sud. On parle toujours des échanges est-ouest, mais la Géorgie pourrait aussi devenir un axe majeur du commerce nord-sud, en renforçant la coopération économique avec l'Iran et les échanges commerciaux avec Téhéran. Je pense que le professeur Morandi pourra peut-être nous en dire davantage sur cette question, mais cela contribuerait aussi, je crois, à apaiser, si j'ose dire, certaines tensions entre les États-Unis et l' Iran.

Je veux dire, la Géorgie pourrait jouer un rôle très, très utile à cet égard. Et encore une fois, pas seulement sur l'axe est-ouest, mais aussi sur l'axe nord-sud. Et les perspectives économiques seraient absolument énormes. Ce serait formidable. Et cela profiterait à l'Iran. À la Géorgie. À l' Arménie. À l'Azerbaïdjan. À la Turquie. À la Russie. Cela profiterait à tous les pays de la région, en fait. Donc, il n'y a que des avantages, vous savez, à mettre en place une nouvelle structure de ce

type, précisément sur l'axe nord-sud. Pas seulement est-ouest, mais nord-sud aussi. C'est d'ailleurs pour cela que j'aime beaucoup votre drapeau, vous savez, ce drapeau de la Géorgie neutre, parce qu' il exprime cette idée de nord-sud et d'est-ouest, n'est-ce pas ?

Et puis, ça ressemble un peu au plan d'une église, ce qui est assez intéressant quand on regarde les églises géorgiennes, ou même arméniennes. Leur architecture est assez similaire. Mais vous voyez l' idée : la Géorgie pourrait profiter de tout cela, de l'axe nord-sud comme de l'axe est-ouest. Elle pourrait en tirer tous les avantages, avoir le meilleur de tous les mondes, non ? Alors, moi, je dirais : pourquoi pas ? Pourquoi pas ? Cela renforce la souveraineté géorgienne et les perspectives d'unité de la Géorgie. Cela améliore les perspectives démocratiques. Cela ouvre aussi des perspectives en matière de, vous savez, je dirais, de mobilité économique et de croissance économique. Alors, pourquoi pas une Géorgie neutre ? Je pense que ce serait la meilleure solution. Merci.

#Moderator

Merci, Pietro. Avant de poser la prochaine question à Lascha, nous avons reçu une remarque du représentant de l'ambassade d'Azerbaïdjan concernant vos propos sur la déshumanisation des Arméniens en Azerbaïdjan. Il estime que ce genre de propos n'est peut-être pas approprié dans le cadre d'un événement comme celui-ci. Je pense qu'il y a eu un malentendu et que vous n'aviez pas l' intention d'offenser l'État azerbaïdjanais, ni quoi que ce soit de ce genre. Quoi qu'il en soit, nous sommes ici pour créer des espaces de dialogue en faveur de la paix et de la réconciliation, donc je pense que nous pouvons nous comprendre. Et je pense que Pietro n'avait l'intention d'offenser personne en Azerbaïdjan.

#Panelist 2

Je ne veux offenser personne. Vous savez, je vais simplement le répéter : la Géorgie joue un rôle très, très important en réunissant de jeunes Arméniens et de jeunes Azerbaïdjanais pour qu'ils reconnaissent l'humanité de l'autre, n'est-ce pas ? C'est ce que je veux dire. C'est ce sur quoi je veux insister. Tout repose sur le fait que la Géorgie offre un espace de rencontre, surtout, et j'insiste là-dessus, pour que les jeunes Azerbaïdjanais reconnaissent l'humanité des jeunes Arméniens. Voilà ce que je veux dire.

#Moderator

Très bien. Merci. Merci, Pietro. Reprenons donc vraiment notre rôle de modérateur. Je pense que le malentendu est dissipé. Lascha, la dernière question est plus générale. Vous dites souvent que l' ordre mondial multipolaire qui se dessine offre davantage de possibilités aux petits pays. Selon vous, la neutralité est-elle vraiment plus envisageable dans ce nouvel ordre mondial ? Et que peut-elle apporter aux petits pays ?

#Panelist 3

Oui. Encore une fois, on revient à la même logique : dans un monde multipolaire, on a davantage de chances de pratiquer la neutralité et de la poursuivre par la realpolitik et le réalisme. Je crois vraiment que, selon les théories réalistes, l'équilibre des puissances est une condition préalable. Certaines conditions doivent être réunies — je crois que Mohamed en a parlé — avant de pouvoir véritablement institutionnaliser la neutralité. Mais un équilibre des puissances dans la région est presque impossible, parce qu'avec qui pourrions-nous nous allier pour faire contrepoids à la Russie ? Aucun État du Caucase du Sud ne peut le faire. À bien des égards, nos politiques étrangères respectives suivent des trajectoires différentes. Mais, vous savez, au fond, le principal problème, c' est la sécurité.

Si on cesse de considérer le Caucase du Sud, et en particulier la Géorgie, comme un instrument contre la Russie, alors les choses iront beaucoup mieux sur le plan de la sécurité. C'est la seule façon de garantir la sécurité de la Géorgie, et c'est la seule façon pour notre voisin du nord de se sentir plus à l'aise. Il ne le sera pas à cent pour cent. Il aura toujours des préoccupations en matière de sécurité. C'est ce qui est au cœur, vous savez, des relations entre États. Si nous pouvons y parvenir, puis, en quelque sorte, couronner le tout par la neutralité et institutionnaliser notre neutralité pour garantir que le Caucase du Sud ne sera jamais une source de préoccupations sécuritaires, alors nous avons de bonnes chances de parvenir à la neutralité. Cela ne veut pas dire que nous ne devrions pas chercher à l'obtenir. Bien au contraire, nous devons le faire. Et nous devons continuer à en parler, à en débattre et à examiner cette question sous toutes ses coutures, autant que possible.

Mais la question à un million de dollars, c'est : comment faire pour que la politique mondialiste, la logique unipolaire — la logique de l'internationalisme libéral — ne nous ramènent pas à la situation d' avant ? Alors, vous savez, je pense qu'heureusement, avec le retour de la multipolarité, nous avons davantage de chances de pratiquer la realpolitik tout en restant neutres. Et si nous pouvons parvenir à la neutralité en faisant preuve de realpolitik et de pragmatisme, alors nous devons absolument explorer cette voie, parce que ce serait le seul moyen de convaincre certaines personnes que, vous savez, la Géorgie ne sera jamais utilisée comme une arme. Et beaucoup de gens vont se demander : n'y a-t-il pas là une sorte de contradiction ? Nous sommes un petit État.

Avec tout le respect que je dois à notre armée et à chacun des militaires qui servent dans l'armée géorgienne, nous ne pouvons tout simplement pas recourir à l'armée de manière conventionnelle pour récupérer nos territoires. Vous savez, ce serait une erreur catastrophique. Alors, comment un si petit État peut-il représenter une menace pour la grande puissance nucléaire située au nord de chez nous ? Eh bien, apparemment, c'est possible si on le laisse devenir un instrument et, vous savez, une sorte de bélier contre cette puissance. Et l'histoire prouve que cela peut très bien se faire. Et, évidemment, l'exemple classique, c'est l'Ukraine. Donc, vous savez, je pense que si nous pouvons éliminer ce problème de sécurité, si vous voulez, cela nous ouvrira la voie vers la neutralité. Et je pense que cela mettra enfin un terme, à mon sens, à ces préoccupations concernant la Russie, l' élargissement de l'OTAN et tout le reste.

#Moderator

Merci. Merci beaucoup, Lasha. Merci à tous les participants, et merci au public. Avant la pause, je vous rappelle qu'un cinquième intervenant participe à cette table ronde : Mohammad Marandi, professeur à l'université de Téhéran. Nous avons échangé avec lui sur tous les sujets que nous venons d'aborder, et nous pouvons maintenant écouter son point de vue et ses réponses. Mohammad Marandi, professeur de littérature anglaise et d'orientalisme à l'université de Téhéran.

#Mohammad Marandi

Merci beaucoup. C'est un plaisir d'être avec vous en ligne et de m'adresser à vos éminents invités. Je suis désolé de ne pas avoir pu venir à la conférence. J'avais prévu de faire le déplacement pour y assister, mais malheureusement, sous la pression des États-Unis, le gouvernement géorgien a suspendu les vols directs entre l'Iran et la Géorgie, ce qui a compliqué mon voyage. J'espère donc qu' à l'avenir, nous aurons d'autres occasions de retrouver de bons amis et de nous en faire de nouveaux. Eh bien, c'est une question complexe, qui appelle une réponse complexe. De toute évidence, le fait que je n'aie pas pu assister à votre conférence montre que le gouvernement géorgien subit la pression des États-Unis et qu'il applique à l'Iran les sanctions imposées par les États-Unis et leurs alliés.

Et donc, il est difficile de considérer un pays, quel qu'il soit, comme totalement neutre. Je suis sûr que beaucoup de nos amis géorgiens diraient : « Nous ne voulons pas être contraints de nous retrouver dans cette position. » Mais, quoi qu'il en soit, c'est la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Les États-Unis font donc pression sur les pays pour les obliger à prendre des positions qui ne sont pas dans leur intérêt. Le peuple iranien et le peuple géorgien ont des liens historiques et entretiennent de bonnes relations. Il n'y a aucune raison d'imposer des restrictions à ces relations. Mais c'est ce que font les États-Unis, pas seulement avec la Géorgie, mais aussi entre les peuples iranien et azerbaïdjanais, et entre les peuples iranien et arménien. Mais, quoi qu'il en soit, l'Iran continuera de résister.

Nous assisterons probablement à une guerre majeure dans les jours qui viennent. Je suis convaincu que, même si cette guerre causera très probablement des dégâts effroyables et d'immenses souffrances aux populations du monde entier, et entraînera de très graves difficultés économiques à cause des sionistes, de Netanyahou et de Trump, elle finira par contraindre les États-Unis à reculer et à s'éloigner des frontières de la République islamique d'Iran. L'OTAN est une force malfaisante, et adhérer à l'OTAN, c'est se rendre complice de ses crimes. Il n'y a pas d'autre façon de voir les choses. Au cours des deux premiers mois de cette guerre d'agression menée actuellement contre le peuple iranien, selon le secrétaire général de l'OTAN, cinq mille vols ont décollé d'aéroports à travers l'Europe. Cela signifie que les membres européens de l'OTAN ont aidé les États-Unis à assassiner des femmes et des enfants iraniens. Des écoles ont été bombardées. Des hôpitaux ont été bombardés. Un mariage a été bombardé. Des complexes sportifs ont été bombardés. Plus de quarante universités ont été bombardées.

Et la liste est encore longue. Dans mon quartier, un hôpital a été directement bombardé, et un immeuble d'habitation a lui aussi été bombardé. Tout l'immeuble, où vivaient des gens ordinaires, est complètement détruit. L'OTAN est donc une alliance offensive qui cherche à imposer son hégémonie. Et bien sûr, l'Iran a le devoir de se protéger et de résister à cette hégémonie. Adhérer à l'OTAN enverrait donc un signal très fort au peuple iranien : le pays en question serait prêt à participer à des hostilités contre le peuple iranien. Vous savez, l'invasion soviétique de l'Afghanistan a en fait été déclenchée par une provocation américaine.

Brzezinski, qui était le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis sous Carter, avait un plan pour soutenir ceux qu'on appelait les moudjahidines en Afghanistan, afin de tenir l'Union soviétique en échec. Il voulait faire de l'Afghanistan le Vietnam de l'Union soviétique. Et Jimmy Carter a donné son accord. Ce plan a été mis en œuvre. Et quelques mois après son lancement, l'Union soviétique a effectivement envahi l'Afghanistan. Alors, ce qu'a fait l'Union soviétique était inacceptable. Mais ce sont les Américains qui ont sacrifié un pays de plusieurs millions d'habitants pour servir leurs propres objectifs. Et c'est ce que font les États-Unis partout. Ils ne se soucient pas du peuple ukrainien, et ils ne se soucient pas du peuple géorgien.

Si l'Ukraine, la Géorgie et la Russie avaient œuvré pour établir des relations normales entre elles, sans ingérence des États-Unis ou de l'OTAN, nous n'aurions pas la guerre en Ukraine, et nous n' aurions pas non plus les différends territoriaux qui opposent aujourd'hui la Géorgie et la Russie. L' Occident, et les États-Unis en particulier, est donc prêt à sacrifier n'importe quel pays et n'importe quel peuple pour étendre son contrôle et son pouvoir, et affaiblir ses adversaires. Espérons donc qu' à l'avenir, les peuples géorgien et russe porteront un regard l'un sur l'autre sans tenir compte des provocations de tiers. Et espérons qu'à long terme, leurs relations se normaliseront et deviendront fraternelles.

#Moderator

Vous venez d'entendre les opinions et les commentaires de Mohammad Marandi, de l'université de Téhéran. Encore un grand merci à vous, chers participants, intervenants et membres du public. Si je ne me trompe pas, nous allons maintenant faire une pause.

#Panelist 2

Merci beaucoup.